B.D.I.C

Nº 26 — ROK ÓSMY PARYŻ, 24 CZERWCA 1922 — PARIS, 24 JUIN 1922 HUITIÈME ANNÉE

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓŁROCZNIE..... 24 fr.
ROCZNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY . 40 c.
NUMER SOBOTNI .. 75 c.
Zagranicą:
ROCZNIE..... 50 fr.
TELEFON :
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku) i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais) et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements:
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.
Etranger:
UN AN..... 50 fr.
TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3bis, rue La Bruyère, 3bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Les rapports économiques franco-polonais

Après la ratification par la Diète de Pologne de divers traités économiques conclus avec la France, les milieux gouvernementaux polonais déploient actuellement leurs efforts en vue de l'application loyale de ces traités. C'est précisément pour donner une grande impulsion au développement des relations commerciales entre les deux pays que fut mandé à Varsovie M. François Dolezal, conseiller commercial à la Légation de Pologne à Paris et le véritable promoteur du rapprochement économique franco-polonais. Profitant de son séjour dans la capitale polonaise, M. Dolezal y a fait une conférence sur la situation économique actuelle de la France au cours de laquelle il a montré les remarquables progrès de l'industrie française et encouragé le monde d'affaires polonais à s'intéresser à ce développement.

Il faut bien dire que jusqu'à présent l'importation en Pologne des produits français n'a pas atteint un niveau très élevé. Les difficultés de transport et du change, l'absence de clauses économiques, le désarroi européen, la non-fixation des frontières de la Pologne avaient empêché, en effet, les deux pays de réaliser dans le domaine commercial cette entente naturelle et héréditaire qui a associé dans l'histoire la France et la Pologne. Par ailleurs, la France passait dans beaucoup de pays, pour la nation qui représentait presque exclusivement l'industrie de luxe. Or, les événements ont, ces temps derniers, — a déclaré M. Dolezal — transformé radicalement cet état de choses. Aujourd'hui le commerce de luxe est relégué en France au second plan. Depuis la guerre et à la faveur de l'enrichissement de son domaine sidérurgique, la France a développé d'une façon intense son industrie métallurgique, mécanique, chimique, textile et les industries de l'automobile et de l'aviation ont suivi la même marche ascendante. Il convient de signaler en passant que certaines catégories d'acier et de fer français sont actuellement de 10 à 15 % meilleur marché que les produits allemands analogues.

La mise en vigueur des accords économiques signés entre les deux pays permettra à l'industrie française de trouver rapidement des débouchés en Pologne. Celle-ci trouvera en France des articles de première nécessité qui hâteront l'intensification de la production industrielle et agricole polonaise. En particulier, les engrais artificiels, plusieurs genres de machines, les automobiles, les avions, les produits électro-techniques et de caoutchouc rendront à la Pologne d'immenses services.

Un autre problème est susceptible de contribuer à resserrer les relations franco-polonaises : c'est la question du transit en Russie à travers la Pologne. Il faut dès demain organiser ce transit, créer en Pologne des entrepôts, des magasins, en vue de préparer le terrain à une reprise de relations commerciales entre la Moscovie et les pays d'Occident. Dans cet ordre d'idées, la participation des capitaux français aux entreprises polonaises ne peut que s'accroître en raison de leur règlement juridique par les accords récemment conclus.

L'un des symptômes les plus rassurants sur l'avenir et en même temps l'une des conséquences de la ratification de la convention franco-polonaise, c'est que la Bourse de Paris cote officiellement le cours du mark depuis le 1er mai dernier. Ce fait prouve l'intérêt éveillé en France par les questions polonaises et constitue un des moyens les plus efficaces pour mettre un terme à la spéculation éhontée du mark polonais sur le marché européen.

Maurice TOUSSAINT.

La réforme agraire en Pologne

A propos d'un livre de Mme Daszynska Golinska.

La réforme agraire, en Pologne, intervient certainement comme élément moralisateur de premier ordre.

Elle contribuera puissamment à l'élévation du niveau intellectuel de la classe des paysans.

Il est à peine besoin de remarquer que, chez les Russes, voisins de la Pologne, la révolution agraire a été non seulement le contrepoids, mais encore la pierre d'achoppement du bolchevisme.

Le bolchevisme, en effet, est l'application pure et simple du communisme, tel que le comprenait Karl Marx : il n'est autre que la mainmise de l'Etat sur la propriété individuelle.

Tant qu'il exécuta seulement la première partie de son programme, c'est-à-dire tant qu'il expropria les immenses territoires appartenant à l'aristocratie foncière, le bolchevisme eut l'appui des paysans.

Mais, du jour où, passant à la seconde partie d'exécution, il entendit garder pour le compte de l'Etat les terres dont il s'était emparé, il vit se dresser devant lui une nouvelle révolution : la révolution agraire.

Les paysans admettaient d'enthousiasme l'expropriation de la noblesse, mais entendaient que cette expropriation eût lieu à leur profit individuel, et non au profit de la collectivité ; ils entendaient que les territoires appréhendés leur fussent attribués.

Et c'est cette idée de propriété individuelle, chez les paysans russes, qui triompha du communisme.

La même notion se retrouve, d'ailleurs, chez tous les paysans, quelle que soit leur nationalité, fussent-ils slaves ou latins, russes, polonais ou français.

L'échec des socialistes français, aux élections législatives de 1919, ne fut-il pas causé par ce fait que le paysan français, enrichi par la guerre et devenu petit propriétaire, était devenu soudain réfractaire aux doctrines collectivistes, hostiles à l'idée de propriété.

Le même phénomène s'observa en Pologne, et le meilleur moyen d'opposer une barrière au bolchevisme est de faire de chaque paysan un petit propriétaire terrien. Il deviendra conservateur dès qu'il aura quelque chose à conserver.

La loi agraire, votée le 15 juillet 1920, est basée sur les principes suivants :

1° La réforme doit être entièrement réalisée par les organes administratifs de l'Etat ;

2° La grande propriété est soumise à l'expropriation forcée, soit en entier, soit en laissant au propriétaire un certain minimum de terrain ;

3° Une indemnité est due pour les terrains expropriés ;

4° Des privilèges sont accordés aux soldats et aux ouvriers agricoles. Des mesures très sévères sont prises contre le morcellement et l'abus de la spéculation.

Il semble que le génie polonais, si discrédité (et bien à tort d'ailleurs), ait tout prévu pour rendre la loi équitable et juste, commode et pratique.

Un seul point reste en dehors des prévisions du législateur et peut apporter un obstacle sérieux à l'application de la loi. La difficulté réside dans le manque d'éducation économique et agricole du paysan polonais.

La loi agraire du 15 juillet 1920, écrit M. François Bujak, dans *La Pologne*, du 15 janvier 1921, contribue à augmenter énormément l'étendue du terrain à culture qui se trouve à la disposition des paysans polonais ; mais par cela même elle leur impose une responsabilité bien plus grande que jusqu'ici, pour le rendement agricole du pays et l'approvisionnement des autres classes de la société. Ils ne seraient pas en état de s'acquitter de ces nouvelles obligations sans réaliser de sérieux progrès dans leur métier de cultivateur ; la réforme agraire les oblige, non seulement à intensifier par leurs efforts, elle leur impose la nécessité de s'instruire.

Sans doute, l'ordonnance du 6 juillet 1920 a prévu, pour parachever l'œuvre d'éducation agricole des paysans, la formation d'une commission centrale d'agriculture, de commissions régionales et de districts (voire même communales).

Mais nous voudrions signaler ici un livre excellent traitant cette matière et dû à la plume avertie de Mme Daszynska, professeur à la faculté de Varsovie.

Le savant professeur s'inquiète elle aussi du peu de valeur professionnelle du paysan polonais. Elle entend l'intéresser à la fondation de sociétés agraires de coopération qui se chargeraient directement de la vente des produits et de leur industrialisation.

Ces sociétés enseigneraient en même temps les meilleures méthodes de culture et d'élevage.

L'auteur projette donc une loi qui déciderait dans chaque ville de district la fondation d'un quartier où se rencontreraient les sociétés de coopération industrielle et commerciale.

L'Etat en fournirait le terrain et en assumerait la construction, le quartier serait relié aux villages environnants par les voies de communication les plus commodes ; des écoles, des

PI 60

cours, des bibliothèques, des maisons du peuple, des théâtres, seraient adjoints à ces sociétés.

Un contrat perpétuel et une communication constante seraient ainsi établis entre le village et la ville.

Et la ville elle-même serait appelée à profiter de cette constitution ; elle verrait se modifier profondément sa physionomie ; ce qui manque, en effet, à la Pologne, c'est la création de cette classe moyenne et bourgeoise qui forme, en France, l'ossature même de la nation, et qui lui fait totalement défaut.

L'éducation que donnerait aux paysans et aux ouvriers ce groupe à la fois agricole et social serait des plus fécondes et des plus nécessaires.

Il faut, en effet, remarquer que si la classe ouvrière polonaise n'est pas éduquée socialement et économiquement à l'heure actuelle, elle le sera facilement et bientôt.

Un siècle et demi d'oppression sous la domination russe et prussienne a retardé, en effet, chez elle, tout progrès et comprimé tout effort ; mais cette classe, supérieurement douée, profitera vite des enseignements qui lui seraient donnés, surtout si, comme le propose Mme Daszynska Golinska, ils lui sont intelligemment procurés.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'idée qu'elle a préconisée et la féliciter respectueusement de son initiative.

Une autre Polonaise, Mme Curie, nous avait déjà montré, dans le domaine de la science, ce que pouvait produire, chez la femme, le génie polonais.

Mme Daszynska Golinska nous amène aux mêmes remarques dans le domaine de l'économie politique et sociale.

E. BALLOT,

Docteur en Droit, Ancien Commissaire du Gouvernement à Varsovie, Professeur à l'Ecole du Génie Civil.

A la frontière russo-roumaine

D'Iassy à Kichinef

Après quelques jours passés à Jassy, et malgré le vif intérêt que présentait à mes yeux le séjour de cette pittoresque cité, malgré l'agrément de l'aimable société que j'y avais trouvée, je me décidai à partir pour la Bessarabie et à gagner Kichinef, but essentiel de mon voyage.

Le temps était pluvieux, malheureusement pour moi, mais fort heureusement pour cette riche terre moldave que les cultivateurs ne pouvaient labourer et ensemencer à cause de la sécheresse prolongée qui l'avait durcie et crevassée.

— Nos paysans sont philosophes, trop philosophes même, me disait un ami. A la rigueur ils pourraient labourer en dépit de la sécheresse. Leur indolence naturelle s'oppose à cet effort.

— Mais s'ils ne labourent pas, quand sèmeront-ils ?

— Ils sèmeront au printemps. D'ici là, pluie ou neige détrempera le sol. Mais alors il sera un peu tard pour le blé ; ils se rabattront sur le maïs, et comme ils préfèrent la farine de maïs à toute autre pour faire leur *mamaliga*, ils trouveront que tout est pour le mieux.

Je prends donc mon billet pour Kichinef à la gare de Jassy, une gare assez vaste, mais qui se ressent encore des épreuves de la guerre. Une foule paysanne juive encombre la salle d'attente et le buffet. Celui-ci, à la façon russe, est une salle d'attente où l'on boit et où l'on mange, sans y être obligé cependant.

Même désordre bon enfant que dans les gares russes au temps où il y avait encore des gares russes, des trains et des voyageurs russes.

On saisit des relents de l'odeur russe, cette odeur composite où le moujik, le juif, le linge malpropre, le vieux beurre, le tabac, la vodka et des parfums « ersatz » venus de Berlin ou de Moscou se disputent la prédominance.

Assis à une table où déjà sont installés des officiers roumains en uniformes bleus à larges boutons dorés, je consulte le menu, rédigé comme presque partout en français et en roumain.

Je me contente de deux plats, bien suffisants, et d'une bouteille de bière. 24 lei : c'est-à-dire au cours du jour, 2 fr. 50. Le change a quelquefois du bon !

Les prix du chemin de fer sont en rapport avec ceux du buffet. Les 400 kilomètres de Bucarest à Jassy ne m'ont coûté que 20 fr. en deuxième classe. En France, on paierait le triple.

De Jassy à Kichinef c'est un train russe qui nous emporte et qui roule sur une large voie à écartement russe. On travaille à ramener cette voie à l'écartement européen normal. Dans quelques mois cette œuvre sera terminée. Les wagons russes que l'on utilise encore seront alors mis au rebut ; aussi les entretient-on fort mal.

Le confort des anciens trains russes (une des meilleures choses que l'on trouvait dans l'Empire des tsars) laisse maintenant beaucoup à désirer. Les banquettes ont perdu une bonne partie de leur capitonnage ; les couloirs sont malpropres ; les « ubornaïd » infectés. Quelque chose n'a pas changé, c'est la lenteur proverbiale des trains russes.

Ces voyageurs sont presque uniquement des juifs ; non pas des juifs galiciens en *chalat* noire et graisseuse ; mais des juifs en veston, en pardessus, en robe parisienne et que l'on ne distinguerait pas autrement sans leur jargon « yddisch », leur type caractéristique et leur indiscrétion naturelle.

Jassy n'est qu'à 16 kilomètres du Prout. Une demi-heure nous suffira pour atteindre ce fleuve et gagner la Bessarabie par la station anciennement russe de Ungeni. Mais non! Le train ralentit encore sa marche de procession et soudain il s'arrête.

Que se passe-t-il ? Sommes-nous en panne ? Avons-nous déraillé ? Les grosses pluies de ces temps derniers ont-elles interrompu la voie ? Serait-ce un attentat ? Les bolcheviks ne sont pas loin. On ne sait que penser.

Par les portières on aperçoit des soldats, mais aussi des paysans et des voyageurs qui viennent vers notre train en longeant la voie. Tout s'explique. Un train a déraillé sur cette voie unique. On n'a pu encore le dégager. Il faut donc transborder nos personnes, et qui pis est, nos bagages de notre train vers un autre convoi qui s'est formé à 500 mètres de là.

On glisse sur la pente humide des talus ; on enfonce dans la terre détrempée ; on saute par-dessus des flaques d'eau ; enfin on se hisse tant bien que mal dans le train de secours. Là, une compensation nous attend. Notre nouveau train comporte un grand wagon-restaurant presque luxueux. Je m'y réfugie, et tout en absorbant des gâteaux aux pommes et des verres de thé, je me distrais en lisant un roman français acheté 10 lei au kiosque de la gare de Jassy.

Ce livre, en réalité, m'en a coûté trente, le marchand ne m'ayant rendu que 70 lei sur le billet de 100 lei que je lui présentais. Le train partait, et avec de grands cris mon marchand m'expliqua qu'il n'avait pas de monnaie. On a beau être habitué à ces petits « trucs » orientaux, on s'y laisse toujours prendre.

A la manière russe, une petite icône orne le fond du wagon. Deux inscriptions, en roumain et en russe, invitent les voyageurs à se découvrir. Les juifs n'en font rien.

Nous roulons lentement à travers une campagne agrémentée par-ci par-là de petites collines. La terre est dénudée. Elle ne laisse voir que des charnues et des tiges de maïs desséchées, trop dures pour tenter le bétail qui parcourt les champs, conduit par de petits pâtres qui bravent la pluie sous leurs peaux de mouton.

Nous arrivons enfin au bord du Prout. Les rives plates de la rivière, couvertes de grands roseaux desséchés, se distinguent à peine des plaines environnantes. Le Prout, malgré sa largeur, augmentée encore par les grandes îles qui partagent son cours, n'apparaît pas comme une barrière entre la Moldavie que nous quittons et la Bessarabie où nous allons pénétrer. Le Prout unit les deux provinces plutôt qu'il ne les sépare.

Nous franchissons ses eaux jaunâtres sur plusieurs ponts de fer et de bois, ponts provisoires qui remplacent les solides constructions que la guerre a détruites.

Quelques minutes plus tard, nous arrivons à Ungeni, ancienne station frontière de l'Empire russe.

Nous voyageons depuis trois heures et nous avons parcouru 20 kilomètres !

Georges BIENAIMÉ.

Les vieux contes

RIQUET A LA HOUPE.

Dans la vie, il n'y a qu'image et que symbole,
Le réel est le faux et le rêve est le Vrai.
Un vieux conte, en ceci, nous sert de parabole :
La princesse était sotte et le prince était laid.

Mais une fée, ô fée éternelle et puissante,
Amour, le magicien, sur leur route, passait.
Il leur fit la promesse, un peu folle et touchante,
Que, s'ils savaient s'aimer, tout se transformerait.

Au premier mot d'amour que le prince murmure,
La fille a de l'esprit ou, du moins, en paraît,
Et le pauvre Riquet, soudain se transfigure
En se mirant aux yeux de celle qu'il aimait.

Cher vieil aveugle, ô toi qui gouvernes le monde.
Toi seul, tu sais voir clair en notre humanité.
Car, lorsque la raison, en sophismes, abonde,
Tu vas, au fond du cœur, chercher la vérité.

Anne-Marie GASZTOWTT.

LA BELLE AU BOIS DORMANT.

Mon âme est une Belle au fond d'un bois dormant
Qui, bien loin des humains, au manoir solitaire,
Caresse, dans la nuit, l'éternelle chimère
Et poursuit son vain rêve en se moquant du Temps.

Mon âme est une Belle au fond d'un bois dormant,
Ce n'est pas un rouet mais l'enfant de Cythère
Qui la piqua jadis de sa flèche légère
Et qui l'a fait dormir pour attendre l'Amant.

Aussi, loin de la vie, aussi, loin de la terre,
Mon âme dort toujours son sommeil séculaire
Et comme chez Perrault rêve un prince charmant.

Quel symbole profond tout chargé de mystère
Illustre sous nos yeux ce conte de grand'mère.

.. ..

Toute âme est une belle au fond d'un bois dormant.

Anne-Marie GASZTOWTT.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
12, rue du Helder.

La crise ministérielle.

La Diète a accepté par la majorité des voix la motion de la Commission Constitutionnelle dont nous avons déjà donné la teneur. Pourtant la réunion des doyens des partis sera remplacée par un organe prévu dans le règlement de la Diète. La commission du règlement de la Diète a été chargée de présenter le projet de rédaction de l'article définissant cet organe. La Diète par la majorité des voix des partis de la droite ainsi que de l'aile droite du centre a voté l'article concernant l'organisation et les fonctions de

B.D.I.C

la « Commission Centrale ». Celle-ci sera présidée par le maréchal de la Diète et sera composée des délégués des partis, dont chacun comptera au moins 5 députés. Chaque délégation votera ensemble en représentant la totalité du nombre des voix dont dispose chaque parti au sein de la Diète.

Le Chef d'Etat et la crise ministérielle.

Le chef de l'Etat a adressé une lettre à M. Trompczinski, maréchal de la Diète, en l'avisant qu'il ne profitera pas de l'initiative qui lui a été réservée de présenter un candidat au poste de président du Conseil.

M. Przanowski résigne la présidence du Conseil.

M. Etienne Przanowski, désigné par la Diète pour le poste de président du Conseil, a résigné le mandat de formation du nouveau cabinet en raison de l'opposition des partis de gauche ainsi que de certaines objections posées par le parti Populaire. Les journaux constatent à ce sujet que la crise ministérielle rappelle, par sa durée, la dernière crise italienne après la démission du cabinet Bonomi.

La Haute-Silésie à la Pologne.

La presse polonaise entière est remplie de correspondances, de télégrammes et d'articles consacrés au retour de la Haute-Silésie à la Pologne. La presse salue d'une façon unanime et solennelle le jour historique dans la conviction qu'il constitue une des phases définitives de la réunion de la Pologne entière. Le président du Conseil intérimaire, M. Ponikowski, ainsi que le maréchal de la Diète, M. Trompczynski, ont adressé au député Korfanty ainsi qu'au voyvode Rymer, des lettres saluant le retour de la Haute-Silésie à la Pologne et soulignant la grande importance historique du moment.

Les troupes polonaises entrent en Silésie

Conformément au programme, les troupes polonaises ont traversé la frontière de la Pologne. A ce moment même un ancien invalide silésien a coupé à la frontière la chaîne symbolique de l'esclavage. Le prince évêque de Cracovie, Mgr Sapieha, a dit une messe solennelle devant un autel dressé à quelques pas de la frontière polonaise sur le territoire polonais, afin d'éviter la permission nécessaire à cette fin de la part du cardinal de Breslau, Bertram, à qui est soumis le diocèse de la Haute-Silésie entière et qui, comme on le sait, est un pangermaniste avéré.

Une mission militaire lettone en Pologne.

Une mission militaire lettone visite actuellement les grands centres de la Pologne. Les militaires lettons ont déjà visité Varsovie, Gnese, Thorn, Posen, Lwow (Léopol).

Un Concile orthodoxe à Varsovie.

Les évêques orthodoxes de la Pologne entière ont tenu un concile à Varsovie précédé d'un service solennel en présence du président du Conseil polonais. Le concile orthodoxe a adopté le principe de l'Autokephalie de l'Eglise orthodoxe, prête à collaborer en accord avec le gouvernement polonais sur la base de la constitution. Le concile a exprimé l'espoir que le gouvernement obtiendra pour l'Autokephalie la reconnaissance de la part des églises autokephaliques orthodoxes des autres pays comme la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie ainsi que de la part du patriarche de Constantinople. Le concile a décidé de refuser les ordres de l'administration ecclésiastique de Moscou qui a été formée d'une façon contraire aux lois de l'Eglise orthodoxe.

M. Calonder en Haute-Silésie.

M. Calonder, président des négociations polono-allemandes pour la Haute-Silésie, est arrivé à Katowitz afin d'examiner sur place la situation du pays au moment de la transition des nouveaux pouvoirs.

Fabrique de Sièges en tous genres
Spécialité de Fauteuils Anglais en Cuir et Tissus
Maison polonaise de premier ordre
H. BIRMAN & ATELIERS BOUSQUET-ZYGADLO
RÉUNIS
Bureau et Magasin : 83, rue Lafayette, 9e. Tél. : Trudaine 52-94
Ateliers : 39, rue Popincourt (impasse Marcès)
12, rue Neuve-des-Boulets, 11e. Tél. : Roquette 49-32

Ayant eu un grand succès à la **Foire de Paris**, nous nous permettons de recommander notre Maison pour tous les travaux concernant la Tapisserie et l'installation complète d'appartements de tous styles et anglais.

ACHAT & VENTE
de Gardes-Robes Neuves et d'Occasion
Linge-Chaussures-Valises-
- Bijoux et Objets d'Art -
SI VOUS VOULEZ VOUS HABILLER A BON MARCHÉ
allez
"AU PETIT TEMPLE"
26, rue Vercingétorix, métro Edgar-Quinet
ouvert les dimanches.
Location d'Habits, Redingotes, Smokings à prix très bas.

Mécanicien diplômé
cherche place comme conducteur pour les machines agricoles à vapeur,
S'adresser à **Polonia** pour M. T.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4%
86e tirage d'un million
du 17 juin 1922
Numéro gagnant : **1.054.599**

CAFÉ du PARNASSE
Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.
103, boulv du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

"L'EST EUROPÉEN"
REVUE BI-MENSUELLE ILLUSTRÉE DES QUESTIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, HISTORIQUES ET INTELLECTUELLES DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE
traite tous les grands sujets de la politique, informe d'une façon impartiale de tous les événements dans l'Est et dans le Sud-Est Européen, consacre une attention toute spéciale aux questions économiques, donne des études historiques et ethnographiques approfondies, reproduit le texte de documents officiels ayant trait à la politique orientale.
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
21, Rue Nowy Świat, 21
VARSOVIE — POLOGNE
Représentant pour la France
Administration de la revue "Polonia"
3 bis, rue La Bruyère — PARIS (IXe)
ABONNEMENT :

	un an,	6 mois,	3 mois.
Occident	48,	24,	12 fr. franç.
Est et Sud-Est de l'Europe	6000,	3000,	1500 mk. pol.

PRIX DU NUMÉRO :
Dans les pays de l'Occident ..... 2 fr. franç.
Dans les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe ..... 300 mk. pol.

Une nouvelle invasion bolcheviste.

Dans la nuit du 12 courant des bandits bolchevistes venant du territoire russe ont passé la frontière polonaise dans la région de la station de chemin de fer Zahacie à proximité de la ville de Polock. Cette bande entre autres méfaits accomplis a incendié les forêts qui brûlent encore. La population polonaise après une défense énergique a réussi de refouler la bande bolcheviste sur le territoire soviétiste.

Dzieci polskie przed Szkołą polską w Bruay (Pas-de-Calais).

MEMENTO

Idea czy geszeft?

(Kilka słów koleżeńskich pod adresem «Wiarusa Polskiego» z Bochum.)

Od 32 lat wychodzący w Bochum, w Westfalji *Wiarus Polski* liczy wśród swych czytelników i prenumeratorów pewną część polskiego wychodźtwa robotniczego we Francji.

Obecnie coraz liczniej górnicy polscy z Westfalji przenoszą się do Francji. Czynią to nietylko z dobrze zrozumianego poczucia honoru, że hańbą jest pracować u największego wroga własnego narodu, ale i wprost dla interesu, bo tu i więcej zarabiają, i lepiej żyją i mieszkają, i nikt nietylko nie czyha na ich wiarę i narodowość, ale w miarę środków pomaga się im do zachowania jednego i drugiego.. Coraz liczniejsze tedy przenoszenie się «Westfalczyków» do Francji, na których *Wiarus Polski* w ciągu 32-letniej — zresztą pełnej zasług pracy — porósł w pierze i dorobił się własnej drukarni, maszyn i t. p. sprawiło, że pismo to podąża do Francji za swymi dotychczasowymi klijentami.

Nic przeciw temu nie mamy, życzymy mu jaknajlepszego tu rozwoju i dalszego porastania w pierze, ale że to na gruncie prasowym we Francji *Polonia* jest gospodarzem a *Wiarus* gościem, i to gościem przybywającym z kraju tak podejrzanego (dla Francuzów) a zarazem przejrzanego (dla nas), więc z tego tytułu pozwolimy sobie pod adresem starszego kolegi, z zachowaniem należytego dla jego poważnego wieku uszanowania, wypowiedzieć parę skromnych uwag.

Pozyskiwanie nowych czytelników wśród wychodźtwa polskiego we Francji, głównie w departamentach północnych załatwia właściciel *Wiarusa Polskiego* przez swojego agenta, uwijającego się po tych departamentach. Środki jakich ten pan używa na rzecz swego patrona piętnujemy publicznie jako nielojalne i wprost nieuczciwe, otumaniające polskiego górnika we Francji, grające na jego niskich instynktach, oszukujące jego dobrą wolę, i według praw prostej logiki za tę działalność czynimy odpowiedzialnym *Wiarusa Polskiego*.

Jakimi środkami zwalcza agent *Wiarusa* pisma krajowe, nie wiemy bliżej, wiemy tylko tyle, że i im wypowiedział wojnę. Natomiast wiemy doskonale, że w zwalczaniu *Polonii* posługuje się 3 argumentami, które po kolei przytoczymy i kolejno na nie odpowiemy.

***

Ów wysłannik *Wiarusa* głosi przed górnikami polskimi, że jest rzeczą bezwstydną: «bez czucia» brać 75 centimów za egzemplarz «Polonii», podczas gdy *Wiarusa* można mieć jako pismo codzienne, za 3 fr. miesięcznie, co czyni 10 centimów za numer. Na tym argumencie, zabójczym — na pierwszy rzut oka — kończy ów wysłannik *Wiarusa*, nie dorzucając ani słowa wyjaśnienia, ni tego, że nr. środowy kosztuje tylko 40 c..

Postaramy się tedy zamiast niego wyjaśnić tę kwestję ceny naszemu wychodźtwu.

Polonia nie ma własnej drukarni, jak *Wiarus*, drukuje się we francuskiej drukarni, na francuskim papierze, składają ją francuscy robotnicy. We Francji robotnik jest drogi, to znaczy, że zarabia dużo, więcej bez porównania niż w Niemczech (dlatego to głównie «Westfalczycy» tłumnie przenoszą się do Francji). Podobnie i papier we Francji jest bardzo drogi. Wystarczy powiedzieć, że sam druk *Polonii* (nie licząc absolutnie innych wydatków) wynosi około 70.000 franków rocznie, co na niemieckie marki po kursie bieżącym wyniesie jeden miljon 875 tysięcy marek.

W Niemczech robotnik zarabia mało, o wiele mniej niż we Francji i papier jest bezporównania tańszy. Jeżeli w dodatku ma się własną drukarnię, jak *Wiarus*, która innemi robotami i zamówieniami zdolna jest pokryć druk samej gazety, nie sztuka sprzedawać ją tanio, korzystając jeszcze w sprzedaży we Francji z tego, że jeden frank francuski, przed wojną niższy od marki niemieckiej, obecnie wart jest 25 tych marek.

Wiadomo jest powszechnie, że ta taniość robotnika i papieru w Niemczech jest bezpośrednim następstwem całego szeregu łajdactw i zbrodni niemieckich. Z tej samej taniości robotnika i materjału korzysta *Wiarus*, mogąc drukować tanio swą gazetę, ale w nielojalnej konkurencji z *Polonią* na gruncie francuskim, zataja przed robotnikiem polskim, skąd pochodzi ta różnica w cenie, i dlatego, jak wspomnieliśmy na początku, konkurencja ta jest nieuczciwa, bo polega na otumanieniu polskich robotników, na oszukaniu ich dobrej woli.

Ów argument agenta *Wiarusa* o «bezwstydzie» *Polonii* obrócił się w myśl starego przysłowia, że kij ma dwa końce, przeciw samemu *Wiarusowi*. Bo oto czytamy w nagłówku tego pisma, że prenumerata kwartalna wynosi 75 marek niemieckich.

Prenumeratorom we Francji, robotnikom polskim, liczy *Wiarus* miesięcznie prenumeratę po 3 franki, co czyni na kwartał franków 9, czyli na marki niemieckie 225 marek, Widzieliśmy, że w nagłówku *Wiarus* ogłasza prenumeratę kwartalną po marek 75, czyli że robotnikom polskim we Francji liczy o 150 marek więcej. Jeżeli się samemu tak korzysta i zarabia (nie wiemy, dlaczego numer *Wiarusa* przez drogę z Bochum do Francji ma zdrożeć trzy razy) to komu to wyrzucać « Bezwstyd i Bezczucie »?

Podobno *Wiarus* ma zamiar zainstalować się w którejś zagłębiu górniczem we Francji i tu wydawać swój dziennik czy może jaki dodatek. Ciekawi jesteśmy, czy i wtedy, kiedy trzeba będzie użyć francuskich robotników i francuskich materjałów, będzie sprzedawał numer po 10 centimów?

***

Drugim argumentem, używanym przez agenta *Wiarusa* jest zarzut, że *Polonia o robotnika nie nie stoi*. O ile tamtem zarzut był nieuczciwy, o tyle ten jest zwykłemi kpinami z robotników polskich we Francji. Kto taki zarzut stawia *Polonii* wobec robotników polskich tu, we Francji, dowodzi, że tych robotników uważa za tak naiwnych, iż może bezkarnie podsuwać im podobne nonsensy.

Na początek pozwolimy sobie przytoczyć kilka wyjątków z listów, wybranych na ślepo, z bardzo obszernej do nas korespondencji w tym duchu, a wszystko od robotników polskich, pisanych samorzutnie, z głębi serca. Oryginały tych listów leżą u nas w redakcji, i chętnie na każde żądanie okażemy je każdemu, kto tego zapragnie.

Arenberg 4. III. 1922.

« Donoszę *Polonii*, iż jestem zadowolony z pisma *Polonii* i chcę ją nadal abonować... a pismo *Polonia* powinno się znajdować w każdem domie polskim.

St.-Etienne 27. X. 1921.

W mojem imieniu dziękuję naszemu organowi i Redakcji i taksamo wszystkim jej współpracownikom za tę pracę i starania dla nas, które Sz. Redakcja *Polonii* do tego czasu uczyniła. Mam nadzieję, iż się *Polonia* rozszerzy na całą Francję i zostanie jedynym naszym organem, broniąc sprawy robotniczej. Życzę szczęśliwego, dobrego rozwoju na przyszłość.

Paryż, 9. I. 1922.

Przy tej sposobności miło mi załączyć wyrazy szczerego uznania za mądre i zacne artykuły w sprawie robotników polskich we Francji i za słuszne piętnowanie tych, którzy wstyd Polsce przynoszą wobec cudzoziemców.

Nogent, 1. I. 1922.

(Na wyjezdnem do Polski.)

Dziękuję... za tak miłe i rozmowne polskie pismo. Miałem za towarzyszkę *Polonię* tu na obczyźnie... Życzę wszelkiego dobra dla *Polonii*.

Vacquemoulin, 30. XII. 1921.

W dniu Nowego Roku zasyłam P. Redaktorowi i całej Redakcji serdeczne życzenia, dziękując serdecznie, że P. Redaktor postępuje drogą prawdy i uczciwości. Życzę, żeby to Pana wydawnictwo zaszło do wszystkich zakątków, gdzie pracują nasi rodacy i żeby wszyscy zastosowali się do tej prawdy, jaką Pan w swem wydawnictwie pisze i żeby wszystkie dzienniki tą prawdą lud nasz oświecały i wszyscy się tej prawdy trzymali, toby dziś nie było między nami tej niezgody, jaka jest w społeczeństwie naszem.

Auby-les-Asturies, 2. I. 1922.

Po przeczytaniu w nr. 52 bis artykułu p. t. «Krzyk robotnika polskiego» ślemy Panu słowa gorącego uznania za zajęcie się sprawą w naszym prawdziwie ciężkim losie robotniczym na wychodźtwie, a zagrzani gorącem słowem Sz. Pana, postanowiliśmy założyć związek robotniczy.

Brak miejsca nie pozwala na więcej cytat. Jeżeli one *Wiarusowi* nie mówią jeszcze, że *Polonia* «o robotników stoi», to prosimy o łaskawe przejrzenie roczników naszego pisma, gdzie co chwila spotyka się artykuły w sprawie wychodźtwa, odezwy i komunikaty związków i organizacyj robotniczych i t. d.

I kto stawia nam ten zarzut? Ten sam *Wiarus*, który dosłownie w nr. 137 i nast. przedrukował p. t. «Kolonje Polskie we Francji« nasz artykuł z nr. 21 bis (24. V. 1922) p. t. «Stan polskich kolonij górniczych we Francji.

Pismo, które «o robotników nie stoi» nie drukuje podobnych artykułów, ani podobnych listów nie otrzymuje.

Wiarus, który tak nie wzbrania się przed żadnymi środkami w pozyskiwaniu dusz (czy kieszeni?) polskich robotników we Francji czy sam tak «o tych robotników stoi?» Proszę nam wybaczyć, ale mimo uważnego śledzenia w jego łamach, poza nagłówkiem, gdzie mieści się nazwa: »Organ Narodowej Partji Robotniczej» poza tem słówkiem: robotniczej, nie znaleźliśmy nic tak specjalnego, coby mówiło, że jest to pismo robotnicze.

Nasze pismo, o skromnej nazwie *Polonia* wychodzi z zasady, że o wartości pisma rozstrzyga jego treść, a nie najliczniejsze i nie wiem jak szumnie brzmiące nagłówki. — W nagłówku *Wiarusa* spotykamy wzniosłe wezwanie: Rodzice Polscy! Uczcie dzieci Wasze mówić, czytać i

B.D.I.C

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskutecznia po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab 36, rue de Châteaudun, Paris (9e) Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 250 miljonów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUGUTTA 8

Oddziały w Polsce: Baranowicze, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Końskie, Korzec, Kowel, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Łuniniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojców, Olkusz, Pińsk, Pułtusk, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Skarzysko, Słonim, Sokołow, Stanisławów, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdołbunów oraz 4 oddz. miejsk. w Warszawie. Filje w Brukseli i Antwerpji (Belgja) i Roterdamie (Holandja).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice. Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrkow, Radom, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* **przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia.** We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2–3 dniach, a listowne po 5–7 dniach.

BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać **po polsku.**

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9e).*

pisać po polsku! Nie wiemy czy to wezwanie stale od 32 lat widnieje w nagłówku «Wiarusa».

Stwierdzamy jednak ze smutkiem, że wśród «Westfalczyków» czytelników *Wiarusa*, przybywających do Francji, nie rzadko można usłyszeć u dzieci i u starszych niemiecką rozmowę!

I tu spotykają oni dopiero szkoły polskie, w zakładaniu których, coraz liczniejszem, zabierała niejednokrotnie głos ta *Polonia* co to «o robotnika nie stoi», ale bez nagłówków robi co może, i jednak pewnymi rezultatami pochlebić się może.

***

Ostatni argument agenta *Wiarusa* przytaczamy poprostu z uczuciem wstydu. Rozgłasza ów pan, że *Potonia* jest pismem *żydowskiem*. Zarzut ten jest tak bezdennie głupi, że nań nawet odpowiadać nie warto. Z innych jednak względów musimy powiedzieć tutaj i to bardzo ostro: *hola*!

Opierając się na fakcie, że wśród «Westfalczyków», rekrutujących się przeważnie z Poznańczyków rozbudzone jest silne poczucie religijne (z powodu walki z protestancką niemczyzną) agent *Wiarusa* przenosi na grunt francuski całą potworność antysemickich straszaków, z całym ogonem wlokących się za tem konsekwencyj.

Tutaj rozpoczyna *Wiarus* grę bardzo niebezpieczną, mogącą przyprawić rzesze naszych górników o utratę chleba, bo — wiemy to napewno — rząd francuski na podobne eksperymenty na swoim gruncie nie pozwoli nigdy.

Ograniczamy się do tych słów. Sądzimy, że «Wiarus» zrozumie, co mamy na myśli i uwolni nas od dalszych kroków, do jakich bylibyśmy zmuszeni, gdyby takich środków chciał używać w dalszym ciągu za pośrednictwem swych agentów.

***

W końcu jeszcze jedno.

Wiarus jest oficjalnym organem ściśle określonego stronnictwa politycznego w Polsce. Raz usadowiony na gruncie francuskim, będzie z natury rzeczy narzędziem swego stronnictwa (może ono być najlepszem... o ile takie kiedykolwiek istniało).

Nie tu miejsce na wygłaszanie wszystkich powodów, dla jakich *nie wolno* przenosić walk politycznych na grunt wychodźtwa, zwłaszcza we Francji. O tem powiemy innym razem.

Kończąc te kilka uwag, sądzimy, że Robotnik Polski we Francji jest dosyć inteligentny, aby wyciągnął wnioski z naszych słów i nie dał się wodzić za nos obietnicą 10 centimów, czyli taniości, wyrosłej na niemieckich zbrodniach!

K. MIR.

Przyjezdnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacyj we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych i konsularnych. Można zgłaszać się codziennie między godziną 5 a 6 po południu.

Gwarancja pokoju

Współpraca Francji i Belgji, Rumunji i Polski.

Po konferencji genueńskiej przybył do Paryża p. Jan Bratiano i był tu przyjęty bardzo gorąco. P. Poincaré wręczył mu oznaki «Grand Croix de la Légion d'Honneur» Zaś T-wa «Union Latine» i «Union des Grandes Associations Françaises» wydały na jego cześć bankiet, któremu przewodniczył p. Barthou. P. Barthou podkreślił w swej mowie wybitną rolę, jaką p. Bratiano odegrał w Genui.

W odpowiedzi swej p. Bratiano w słowach szczęśliwych określił sytuację Rumunji w stosunku do Francji. Zaznaczył, że dzięki swej sytuacji wewnętrznej, Rumunja jest krajem ładu społecznego, a dzięki swemu położeniu międzynarodowemu — krajem, który stoi na straży ładu politycznego w Europie. P. Bratiano wskazał, że sytuacja Francji jest analogiczna, a więc «równoległość ich sytuacyj zmusza Francję i Rumunję do prowadzenia jednakowej polityki».

Znany francuski pisarz polityczny p. Jakób Bainville, napisał z tego powodu w «Action Française»:

«Podobieństwo interesów tworzy sojusze, Francja naturalnym biegiem rzeczy znajdzie sojuszników wśród tych, którzy mają jednakowe powody do stawiania oporu rewanżowi niemieckiemu i rewolucji, dżumie i cholerze, Niemcom i Rosji, publicznie sprzymierzonym od podpisania układu w Rapallo, Rumunja ma te powody, Polska również...»

A my dodajemy: i Belgja również. Co do innych krajów, to znajdują się one w takiej sytuacji, że choć przyjaźń ich jest cenna, to jednak trudno jest na nie liczyć w zupełności. Są one albo zbyt oddalone od głównej osi europejskiej równowagi, albo zbyt słabe organicznie. A kraj słaby, na politykę, wymagającą w pewnej chwili bohaterstwa, pozwolić sobie nie może. Nie rzucajmy nań za to kamieniem, bo może nam odpowiedzieć cytatą z.... mickiewiczowskiego «Konrada Wallenroda».

Stwierdzamy więc, że są w Europie cztery kraje — Francja i Belgja, Rumunja i Polska — których interesy polityczne, społeczne i nawet gospodarcze są podobne. Uzgodnienie polityk tych czterech państw będzie najmocniejszą gwarancją pokoju i równowagi w Europie.

Co Europie grozi?

Rewanż niemiecki z jednej, a zalew bolszewicki z drugiej strony, przyczem z coraz większą pewnością twierdzić można, że ta druga groźba tylko w pewnych, zgóry jej przez Berlin określonych granicach się zamanifestuje.

Stoimy więc wobec następującego dylematu: Albo Francja i Belgja utrzymają w szachu militaryzm niemiecki, a Polska i Rumunja — militaryzm bolszewicki, i wówczas Europa powojenna będzie się mogła skonsolidować politycznie i odbudować gospodarczo.

Albo jeden lub więcej z czterech wyżej wymienionych krajów nie dotrzymają placu na wyznaczonych im przez historję placówkach i wówczas przedewszystkiem same zapłacą za to terytorjalnie, politycznie i gospodarczo, a następnie sprawiedliwe dzieło traktatów paryskich zostanie zniszczone w Europie całej na korzyść tych, którzy już w roku 1914 wojnę zaborczą wywołali.

Do tej drugiej ewentualności nie dojdzie, jeśli wszyscy zainteresowani ściśle i solidarnie z sobą współpracować będą. Główna rola ze wszelkich względów przypada tu Francji, która powinna energiczniej i szerzej niż dotychczas praktykować politykę aljansów kontynentalnych.

JUNOSZYC.

Stowarzyszenia Robotnicze Polskie we Francji

(Uzupełnienie spisu, podanego w numerze 24 bis *Polonii* z dnia 14. VI. r. b.)

Dechy (Nord)

Koło Śpiewu «Lutnia».

Prezes: Aleksander Kaczmarski, Dechy, coron La Croix de la Pierre 62.

Sekretarz: Franciszek Stachowiak. Dechy, tamże 75.

Arenberg-Wallers (Nord)

Koło Śpiewu.

Prezes: A. Zbierski, Wallers, avenue d'Anzin 39.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Kupcy lwowscy o pokojową politykę.

We Lwowie odbyło się zebranie członków Kongregacji kupieckiej, Stowarzyszenia kupców młodzieży handlowej, oraz Związku kupców, na którem po referatach przedstawiono grozę możliwości wojennych, propagowanych przez pewne sfery i uchwalono rezolucję, w której zebrani w imię prawidłowego rozwoju ekonomicznego Państwa podkreślają konieczność pokoju politycznego Polski i potępiają wszelkie wichrzenia wojenne oraz zwracają się do Sejmu i odpowiednich czynników z wezwaniem, żeby w imię najżywotniejszych interesów państwowych nie zeszły z drogi polityki pokojowej oraz zwracają się do tych sfer z apelem, by jaknajrychlej powołały do życia Rząd, który będzie wyrazem polityki pokojowej.

Co nas kosztuje przesilenie.

Ujemne skutki polityczne przesilenia gabinetowego są dla każdego widoczne. Warto jednak przypatrzeć się jego skutkom gospodarczym i finansowym. Skutki te są ujemne, można powiedzieć, nawet groźne.

Trzeba sobie uświadomić, że przesilenie zostało wywołane w nader ciężkiej chwili. Na rynku kredytowym panuje ogromny zastój. Brak jest kredytu, zapotrzebowanie pieniądza ogromne. Atmosfera przesilenia, przeniknięta tajemniczością, różnemi pogłoskami i obawami, wywołuje nieufność na rynku pieniężnym. Pieniądze odpływają z banków, a natomiast brak jest nowych wkładów oszczędnościowych. Musi to wywołać drożyznę kredytu, a następnie wzmożnie się ogólnej drożyzny.

Następnie trzeba pamiętać, że Skarb Państwa już niezależnie od przesilenia wkroczył w okres krytyczny. Danina dobiega do końca, a w każdym razie pieniądze na danin obecnie wpływają bardzo wolno. Tymczasem wzrosły ogromnie wydatki na płace pracowników państwowych. Obecnie wynoszą około 33 miljardów miesięcznie. Przeliczając tę miesięczną cyfrę dla całego roku, otrzymamy około 400 miljardów, a więc prawie tyle, ile wynoszą preliminowane w budżecie wszystkie wydatki zwyczajne państwa. Ministerstwo Skarbu, które przez długi czas było przekonane o realności przedłożonego przez siebie budżetu, obecnie zapowiada wniesienie nowych przedłożeń podatkowych na pokrycie wzmożonego deficytu. Jest to trochę późno, bo od przedłożenia do wykonania ustawy podatkowej, jest droga dość długa, a w okresie przedwyborczym usłana cierniami. W każdym razie przesilenie opóźnia załatwienie tej sprawy, wywołuje wzmożenie się deficytu skarbowego o wiele miljardów.

Przesilenie oznacza spadek kursu marki polskiej. Spadek ten jest widoczny na giełdzie. A zaś spadek kursu marki jest hasłem do podnoszenia cen, do wzmożenia spekulacji. I istotnie w ostatnich dniach wzrost drożyzny jest bardzo widocznym, tembardziej, że wszystkie sposoby jej zwalczenia, stosowane przez Nadzwyczajny Komisarjat dla walki z drożyzną, mają bardzo problematyczny skutek. Wzrost drożyzny, to przesilenie społeczne, to dalsze zaostrzenie i tak już ostrej kwestji urzędniczej.

Wreszcie Sejm miał załatwić szereg doniosłych ustaw o charakterze gospodarczym, jak np. projekt zmiany utawy o ochronie lokatorów. Zmiana ta miała wejść w życie dnia 1 lipca — wobec przesilenia, nie wiadomo, kiedy to nastąpi.

Przesilenia gabinetowe zawsze są zbytkiem, na który mogą sobie częściej pozwalać państwa o uporządkowanych stosunkach i starych tradycjach państwowych.

ZE ŚWIATA

Stosunki polsko-ukraińskie.

Przebywający obecnie w Charkowie poseł ukraiński w Warszawie Szumskij oświadczył w wywiadzie z przedstawicielami prasy ukraińskiej, iż stosunki polsko-ukraińskie stają się coraz normalniejsze i coraz bardziej przyjaźne, czego dowodzi fakt wzmożenia się ruchu kolejowego na linji Kijów—Warszawa i Kijów—Lwów oraz wzmagający się nieustannie ruch handlowy. Szumskij wyraził nadzieję, iż również sprawa zawarcia traktatu handlowego z polsko-ukraińskiego, wstrzymana chwilowo z powodu rokowań w Genui, obecnie szybko zostanie doprowadzoną do końca.

O wojska jen. Wrangla.

Odpowiadając na interpelacyę w sprawie wojsk Wrangla minister Daskałow złożył w Izbie w imieniu rządu oświadczenie stwierdzające, że wbrew zawartemu układowi, na mocy którego żołnierze Wrangla zostali przyjęci na terytoryum bułgarskie jako uchodźcy, jenerałowie rosyjscy zorganizowali siłę zbrojną, stanowiącą państwo w państwie, siłę gotową w danym momencie rozpocząć akcyę, zagrażającą bezpieczeństwu wewnętrznemu kraju. Minister oskarżał opozycyę o popieranie planów awanturniczych Wranglistów w walce przeciwko rządowi. Na koniec minister oświadczył, że zarządzenia, powzięte przez rząd bułgarski, dotyczą tylko jenerałów rosyjskich, pracujących nad wywołaniem rozruchów, nie odnoszą się jednakże do mas uchodźców, którym Bułgarya nigdy nie odmawiała gościnności.

Interpelacja posła polskiego w sprawie napadu na górników polskich.

Poseł polski w Berlinie, p. Madeyski, interwenjował w niemieckiem ministerjum spraw zagranicznych w sprawie napadu na górników polskich, udających się przez Niemcy do Francji. Prócz tej sprawy poseł Madeyski poruszył kwestję bojkotu gospodarczego Polski, domagając się wydania zezwoleń na wywóz do Polski zakupionych przez Rząd polski 40 lokomotyw, znacznej ilości instrumentów chirurgicznych, oraz przyrządów telefonicznych i telegraficznych. — Wreszcie p. Madeyski zwrócił uwagę odnośnych czynników na ciężkie warunki i niebezpieczeństwo życia, na jakie narażona jest ludność polska w Prusach Wschodnich.

Likwidacja pism sowieckich w Kijowie.

Rząd sowiecki ukraiński cofnął subsydja komunistycznym dziennikom kijowskim w języku polskim, ukraińskim i żydowskim i trzem pismom wychodzącym w języku rosyjskim. Z siedmiu pism komunistycznych pozostaje jedna tylko «Proletarskaja Prawda.

Pogromy Żydów w Rosji.

Z Rosji Sowieckiej i Ukrainy nadchodzą wiadomości o nowych pogromach żydowskich. W kilku miejscach zamordowano kilkunastu Żydów, a mieszkania ich zrabowano. Policja i wojsko często przyłączają się do tłumów i razem z nimi biorą udział w pogromach. Komisarz bolszewicki, który dał rozkaz strzelania do tłumów, został w okrutny sposób zamordowany. Rząd wysłał nowe pewne oddziały wojska, które mają bezwzględnie wystąpić przeciw tłumom.

Tajemnicze gromadzenie wojsk w Prusiech.

Od kilku dni rozpoczął się transport wojsk a Kwidzynia, Malborga, Iławy, Olsztyna, Wystrucia, Osterode i Eydkund w kierunku na Aryf. Transporty te odbywają się podobno w celu odbycia manewrów. Uczestniczą w nich nieoficjalnie delegaci różnych tajnych organizacyj wojskowych niemieckich.

Na południe od Królewca skoncentrowano większe oddziały wojsk, ściągnięte po części z Pomeranji a po części z Prus Wschodnich. Królewiecki dziennik «Freiheit» donosi, że koncentracja odbywa się w pobliżu Brandberga.

Prawica przygotowuje «putsch» w Niemczech.

Socjalistyczna prasa berlińska ostrzega przed grożącą możliwością nowego «putsch'u« prawicy. «Freiheit» informuje, że demonstracje z racji święta Hindenburga i inne demonstracje pokrewne były nietylko rodzajem teatralnych demonstracyj, lecz także najprawdziwszemi wojskowemi manewrami w potężne związki militarne zespolonych organizacyj prawicy, co wskazuje— pisze «Freiheit», — że republika się może znajdować w przededniu Nocy św. Bartłomieja. Jak pozatem wiadomo, na dzień 28 b. m., jako na dzień rocznicy wersalskiego traktatu, «narodowe związki niemieckich oficerów» i nacjonalistyczne organizacje «byłych żołnierzy» przygotowują się do wielkich militarystyczno-monarchistycznych demonstracyj w całych Niemczech.

Konwencja francusko-polska

(w przedmioeie emigracji i imigracji)

Sejm polski, jak podawaliśmy, ratyfikował niedawno drugą, dodatkową konwencję o robotnikach polskich we Francjii (konwencję z października 1920 r.) Wobec tego ogłosimy obydwie konwencje, zostawiając sobie na później prawo odnośnych uwag i komentarzy. Obecnie rozpoczynamy druk pierwszej konwencji, z września r. 1919, ratyfikowaną już dawniej przez Polskę i od dwóch lat już wskutek tego obowiazującą.

***

Naczelnik Państwa Polskiego w imieniu Rzeczypospolitej Polskiej i Prezydent Rzeczypospolitej Francuskiej, dążąc do unormowania sposobem najbardziej przyjaznym stosunków wychodźczych i pragnąc zapewnić obywatelom obu państw wzajemność korzystania z dobrodziejstw ochrony pracy i obowiązującego ustawodawstwa o odszkodowaniach za nieszczęśliwe wypadki przy pracy, postanowili zawrzeć w tym celu konwencję i wyznaczyli jako swych przedstawicieli: Naczelnik Państwa Polskiego p. Władysława Skrzyńskiego, Podsekretarza stanu w Ministerstwie Spraw Zagranicznych; Prezydent Rzeczypospolitej Francuskiej p. Maurycego Feuchet, Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej w Polsce, którzy wymieniwszy swe pełnomocnictwo, uznane za dobre i właściwe, zgodnie ustalili następujące przepisy:

Artykuł I.

Rząd Polski i Rząd francuski postanawiają:

1. Udzielać wszelkich ułatwień administracyjnych mieszkańcom każdego z obu krajów, pragnących się udać jednostkowo w celach zarobkowych do drugiego kraju, lub powracających do ojczyzny, pod warunkiem stosowania przepisów niżej wyłuszczonych.

2. Zezwalać na zbiorowe kontraktowanie robotników w jednym z obu krajów na rachunek przedsiębiorstw, znajdujących się w kraju drugim, z zachowaniem wnrunków, wyszczególnionych w niniejszej konwencji.

I. Przepisy ogólne.

Artykuł 2.

Robotnicy imigranci przy równej pracy otrzymują wynagrodzenie, równe wynagrodzeniu robotników miejscowych tej samej kategorji, zajętych w takiem samem przedsiębiorstwie, lub, w braku robotników miejscowych tej samej kategorji, zajętych w takiem samem przedsiębiorstwie, wynagrodzenie oparte na podstawie poziomu wynagrodzenia normalnego i przyjętego w danej okolicy dla robotników krajowych tej samej kategorji.

Artykuł 3.

Robotnicy będą korzystać z opieki, przyznawanej pracownikom przez ustawodawstwo wewnętrzne obu Wysokich układających się stron, jakoteż opieki, którąby zapewnić im mogły oba państwa w drodze układów specjalnych, zawartych bądź między niemi, bądź z innemi państwami.

Co się tyczy nieszczęśliwych wypadków przy pracy, to, zgodnie z ostatnim paragrafem art. 3 Ustawy francuskiej z dnia 8 IV. 1898 roku o odszkodowaniach za nieszczęśliwe wypadki przy pracy i pod warunkami wskazanymi w tymże paragrafie, uchylone są z samego prawa ograniczenia, przewidziane w stosunku do robotników polskich, ofiar nieszęśliwych wypadków, jakoteż ich prawnonastępców i przedstawicieli, którzy nie zamieszkują lub przestali zamieszkiwać terytorjum francuskie, wobec zapewnienia przez ustawodawstwo polskie, uznane za równoznaczne, wzajemności dla robotników francuskich. Porozumienie zawarte w formie układu między właściwemi władzami francuskiemi i polskiemi ustali niezbędne szczegóły zarządzeń w przedmiocie wypłaty rent i emerytur w Polsce i Francji.

Artykuł 4.

Jeżeli po chwili zyskania mocy obowiązującej przez niniejszą konwencję, konwencje, zawarte przez jedną ze stron układających się z innem mocarstwem, zapewniałyby robotnikom tego ostatniego dalej idące korzyści, niż korzyści, przewidziane w niniejszej konwencji, to korzyści te staną się udziałem każdej z Wysokich układających się Stron dla robotników, którzy zatrudnieni będą na terytorjum drugiej.

Artykuł 5.

W każdym z obu krajów właściwa Władza strzedz będzie opieki nad robotnikami, oraz czuwać nad stosowaniem do nich zarówno obowiązującego w kraju ustawodawstwa ochronnego, jak i wyżej wymienionych zasad w stosunku do robotników kraju drugiego, zatrudnionych na jego terytorjum. Do tej władzy winny być kierowane lub przekazywane jej, bądź bezpośrednio, bądź za pośrednictwem właściwych władz konsularnych, ewentualnie w języku ojczystym robotników cudzoziemców, wszelkie ich reklamacje, dotyczące warunków pracy i wynagrodzenia, jakoteż reklamacje, wynikające z trudności wszelkiego rodzaju, na które robotnicy mogą być narażeni wskutek pobytu w obcym kraju.

Przepis tego artykułu nie ogranicza w niczem uprawnień konsulów, które wynikają lub wynikną z traktatów, konwencyj i ustaw kraju ich urzędowania.

(Ciąg dalszy nastąpi.)

B.D.I.C

Objęcie Górnego Śląska

Wojska francuskie opuściły Katowice w poniedziałek, dnia 19 b. m. Ludność polska urządziła wielką manifestację na ich cześć. Wojska międzysojusznicze opuściły rano pierwszą strefę, to znaczy miasto i obwód Katowice, po uroczystem pożegnaniu przez wojewodę Rymera i posła Korfantego. Oddanie władzy odbyło się przez podpisanie 60 protokółów, odnośnie do różnych administracyj kraju.

Komendanci francuscy : Saleroux i Danvic wypowiedzieli przemowy, na które odpowiedzieli pp. Rymer i Korfanty. Następnie oddano honory wojskowe sztandarom Aljantów, które ściągnięto z budynków, na których w chwilę później ukazały się sztandary polskie. Ludność z zapałem powitała chorągiew polską. Wojska francuskie, obdarowane kwiatami, opuszczały miasto wśród okrzyków ludnosci : Niech żyje Francja !

Wojewoda Rymer wydał przyjęcie na cześć władz, opuszczających Katowice. Komendant Saleroux i dr Górski wypowiedzieli wzruszające przemówienia, w których podkreślili wiekową przyjaźń francusko-polską.

Miasto Katowice przygotowało wspaniałe przyjęcie dla wojsk polskich. Wystawiono liczne łuki trymfalne, staraniem syndykatów robotniczych, towarzystw et. c. Generał Szeptycki, głównodowodzący wojskami polskiemi, wszedł do Katowic, powitany przez burmistrza.

W polskiej części Górnego Śląska prasa wita z zapałem ten dzień historyczny, zowiąc Polskę matką Śląska, bez której lud górnośląski marniał od wieków w niewoli. Dzienniki niemieckie wyrażają również zadowolenie.

Armja polska pod wodzą generała Stanisława Szeptyckiego zajęła we wtorek w pierwszej strefie Katowice. Wojsko polskie powitane zostało u granicy we wsi Szopienice przez wojewodę Rymera, posła Korfantego, wiceministra Seydę i przedstawicieli licznych władz i stowarzyszeń. Frenetyczne oklaski powitały generała Szeptyckiego i jego sztab.

Po przemówieniach, inwalida śląski przeciął symboliczny łańcuch, poczem generał przeszedł granicę wśród dzwięków hymnu « Jeszcze Polska nie zginęła ». Podczas pochodu oddział wojska polskiego postępował wśród okrzyków ludności, która tworzyła szpaler na przestrzeni 10 kilometrów.

Wojsko polskie w otoczeniu różnych korporacyj i kompanji honorowej z byłych powstańców śląskich przeszło popod blisko 30 łukami tryumfalnymi, z których jeden zbudowany był z ciosów węgla, a przy którym górnicy z zapalonemi lampami tworzyli straż honorową.

Burmistrz Katowic ofiarował generałowi chleb i sól.

W Katowicach prezydent rady miejskiej w przemówieniu niemieckiem zapewnił Polskę o lojalności Niemców i wyraził radość, że z przybyciem Polaków zapanuje ład i spokój. Oswiadczył, że obywatele niemieccy pragną pracować dla Polski i miasta.

Generał Szeptycki odpowiedział po polsku i po niemiecku. Podkreślił, że armja polska przynosi ład i bezpieczeństwo i wyraził nadzieję, że prawa będą w poszanowaniu. Po przeglądzie wojska na rynku odprawiona została msza polowa przed teatrem.

Warszawa i wszytkie miasta polskie są udekorowane.

Z Gdańska

Niemiecki konsul generalny za niemieckością Gdańska.

Do Gdańska przybyła niedawno z Prus Wschodnich wycieczka niemieckiego związku obrony kresów. Na cześć wycieczkowiczów odbyło się w Arhushof zebranie, w którem wzięli udział przedstawiciele rządu gdańskiego, sejmu, rady miejskiej i t. d. W imieniu miasta powitał przybyłych wiceprezydent miasta Ziehm. Rektor politechniki gdańskiej w przemówieniu wzywał studentów niemieckich, aby jaknajliczniej wstępowali do politechniki gdańskiej dla utrzymania jej niemieckiego charakteru.

Przemawiał również konsul generalny niemiecki w Gdańsku Foerster, który zwócił się do gości, aby w państwie niemieckiem szerzyli opinję, że Gdańsk jest i pozostanie niemieckim.

O sztuczną niemieckość politechniki.

Dzienniki donoszą, że na zjeździe niemieckich stowarzyszeń studenckich w Salzburgu uchwalono wysyłać niemieckich studentów na studja do politechniki gdańskiej, celem podtrzymania jej niemieckiego charakteru.

O «Dom polski» w Gdańsku.

Stanisław Przybyszewski ogłasza w «Gazecie Gdańskiej» apel do polskiego społeczeństwa w Gdańsku, a zwłaszcza do kobiet poiskich, w kierunku rozpoczęcia akcji zbierania funduszów na budowę Domu Polskiego w Gdańsku.

Katastrofa w porcie.

Parowiec pasażerski « Polonia », należący do United Baltic Corp., najechał w porcie na holownik «Weichsel», który natychmiast zatonął. — Maszynista holownika utonął.

Wiadomości Telegraficzne

« Agence » Telegraphique de l'Est « Ajencja Telegraficzna Wschodnia» 12, rue du Helder.

● Przesilenie gabinetowe.

Sejm przyjął większością głosów uchwałę Komisji Konstytucyjnej (o której podaliśmy w depeszach w ostatnim nr.), Konwent Senjorów będzie zastąpiony przez organ, przewidziany w regulaminie sejmowym. Sejm polecił Komisji Regulaminowej zredagowanie projektu do artykułu prawa o tym organie. Będzie on miał nazwę Komisji Centralnej.

W dniu 19 sejm przyjął projekt powyższy większością głosów prawicy i prawego centrum. Prawo to mówi o organizacji i zakresie czynności Komisji Centralnej. Przewodniczacym jej będzie marszałek sejmu, a w skład jej będą wchodziły delegacje stronnictw sejmowych w liczbie conajmniej 5 z każdego stronnictwa. Każda delegacja będzie głosowała jednogłośnie i przedstawiać będzie całość głosów, jaką rozporządza w sejmie dane stronnictwo.

Naczelnik Państwa wystosował list do marszałka sejmu Trąmpczyńskiego, w którym go zawiadamia, iż nie skorzysta z przyznanego mu prawa przedstawiania kandydata na pierwszego ministra.

P. Stefan Przanowski, były minister handlu i przemysłu w gabinecie Witosa, członek rady nadzorczej Banku dla Handlu i Przemysłu, wyznaczony w sejmie 299 głosami na kandydata na pierwszego ministra, zrzekł się kandydatury wobec opozycji 99 głosów lewicy. Prasa zaznacza, że obecne przesilenie przypomina przesilenie włoskie po upadku gabinetu Bononiego.

Komisja centralna na posiedzeniu odbytem we czwartek zastanawiała się nad położeniem, wynikłem z rezygnacji p. St. Przanowskiego, poczem naznaczyła następne zebranie na dzisiaj, sobotę, dnia 24.

Obecny kryzys gabinetowy nie wpływa na sytuację wewnętrzną i zewnętrzną w kraju, gdyż dotychczasowy rząd p. Ponikowskiego załatwia prowizorycznie wszystkie bieżące sprawy.

● Objęcie Górnego Śląska.

Policja polska zamieniła policję niemiecką w Katowicach w sobotę ubiegłą, d. 17-go. Przybycie jej powitała ludność z wielkim zapałem. W niedzielę o godź 6 wieczorem w dyrekcji kolei zjawił się delegat polskiego ministerstwa kolei. Inżynier Sikorski, były minister kolei, objął funkcje prezydenta kolei. Przekazanie władzy odbyło się wszędzie w wielkim porządku. Poczta, telegraf i telefony zostały również objęte przez urzędników polskich. Układ polsko-niemiecki co do objęcia władzy i przekazania aktów został podpisany w Opolu. We wtorek prowizoryczna Rada Wojewódzka G. Śląska powitała na stacji granicznej Szopienice wojsko polskie, które kolejno zajmie strefami część G. Śląska przyznaną Polsce.

Cała prasa polska zapełniona jest depeszami, korespondecjami, artykułami, poświęconymi przyłączeniu Górnego Śląska. Prasa podkreśla zgodnie i uroczyście, że ten dzień historyczny jest epoką w zjednoczeniu całej Polski. Premjer Ponikowski i marszałek Trąmpczyński wysłali depesze gratulacyjne do wojewody śląskiego Rymera i posła Korfantego. Przed wkroczeniem wojska polskiego na terytorjum śląskie biskup krakowski Sapieha odprawił mszę o kilka kroków od granicy, na terytorjum polskiem, aby w ten sposób uniknąć starania się o pozwolenie od biskupa wrocławskiego, kardynała Bertrama, jak wiadomo zażartego pangermanisty,

● Polska i państwa bałtyckie a sowiety.

Litwinow przesłał Polsce notę, domagającą się redukcji armji. Odpowiedź polska przesłana będzie sowietom łącznie z analogiczną odpowiedzią Łotwy, Estonji i Finlandji i zaznaczy, że sowiety same powinny najprzód dopełnić zobowiązań, poczynionych w zawartych poprzednio traktatach, a potem dopiero wdawać się w nowe pretensje.

● Misja łotewska w Polsce.

Wojskowa misja łotewska zwiedzająca Polskę, przybyła do Poznania, celem zbadania organizacji armji polskiej.

KRONIKA

⟡ Generał Haller w Paryżu.

Dziś przyjeżdża do Paryża generał broni Józef Haller, b. wódz armji polskiej we Francji i b. wódz armji ochotniczej podczas najazdu bolszewickiego na Polskę. Gen. Haller przybywa tu na czele delegacji harcerstwa polskiego na międzynarodowy zjazd instruktorów harcerskich czyli skautowych.

⟡ Wykłady prof. M. Rostworowskiego.

Dnia 16 b. m. rozpoczęły się w « Institut des Hautes Etudes Internationales » wykłady prof. un. krak., p. Michała Rostworowskiego, na temat ogólny « Sprawa polska i jej prawne rozwiązanie ». W wykładach tych p. Rostworowski z punktu ściśle prawnego i objektywnego rozpatruje dzieje sprawy polskiej podczas wojny. Wykłady odbywają się codziennie do 29 czerwca włącznie, za wyjątkiem niedzieli 25 b. m., o godz. 3 i pół popołudniu, w lokalu « Faculté de Droit » (10. place du Panthéon). Ponieważ salę, w której się wykłady odbywają znaleźć jest dość trudno, gdyż żaden woźny o wykładach tych nie wie, przeto zwracamy naszym czytelnikom uwagę, że sala ta mieści się na parterze, na prawo od głównego wejścia, tuż przy statui Cujas'a. Wcześniej o wykładach prof. Rostworowskiego czytelników naszych zawiadomić nie mogliśmy, albowiem nas również nikt o nich zawiadomić nie raczył.

⟡ Koncert Stanisławy Szymanowskiej.

W poniedziałek 19 b. m., w sali koncertowej Hotelu « Majestic » odbył się koncert p. Stanisławy Korwin-Szymanowskiej. Wybitna artystka wykonała szereg pieśni autorów włoskich, francuskich i rosyjskich. Jej przedziwnie miły sopran koloraturowy czarował wprost licznie zebranych słuchaczy, wśród których widzieliśmy wiele znajomych twarzy z kolonji polskiej z posłem Zamoyskim i jego małżonką na czele, oraz przedstawicieli krytyki francuskiej, jak np. p. Prunier'a z « Revue Musicale » i t. d. Na zakończenie p. Szymanowska odśpiewała kilka pieśni swego brata, p. Karola Szymanowskiego, które zostały przyjęte ze szczerym entuzjazmem. Ogólnie się także podobała japońska « uta » p. Tansmana, młodego kompozytora polskiego.

⟡ Popisy Kół Śpiewaczych polskich z północnej Francji.

Koło Śpiewu w Arenberg — Wallers urządza w dniu 13 sierpnia b. r. popisy polskich Kół Spiewu z departamentu Nord. Za najlepsze wykonanie będą rozdane nagrody. Zgłoszenia do prezesa Koła Spiewu w Arenberg — Wallers, A. Zbierskiego — Wallers (Nord), avenue d'Anzin 39.

⟡ Nowa Polska placówka Bankowa we Francji.

Ze źródła wiarogodnego dowiadujemy się, że w najbliższych dniach otwartem zostanie w Douai (Nord) Polskie Biuro Bankowe, jako Reprezentacja Banku dla Handlu i Przemysłu w Warszawie, Filji w Paryżu.

Biuro to będzie załatwiało wszelkie czynności bankowe, przesyłkę pieniędzy do Polski, Niemiec i innych krajów. i t. d.

Placówka owa powstaje wskutek wielokrotnie wyrażanego przez robotników polskich życzenia.

DENTYSTA POLAK
STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystyczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.
Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Przedstawienie w szkółce im. ś. p. Szawklisa.

Zarząd szkółki im. ś. p. Szawklisa prosi rodaków o przybycie dn. 2go lipca r. b., w niedzielę, o godz. 2 popoł., do sali koncertowej w Barakach przy Boulevard Lannes (*Métro Porte-Dauphine*) na przedstawienie dzieci. Program będzie bardzo urozmaicony.

Kinematograf polski. Bufet na miejscu. Bilety w cenie : fr. 10, 5, 3, 1 są do nabycia : u pani Szawklis (15, rue de l'Arc-de-Triomphe), w Konsulacie polskim, w instytucjach polskich w Paryżu i w dzień przedstawienia przy wejściu. Dochód przeznaczony na cel wysłania dzieci na wieś.

Wycieczka Sokoła paryskiego do Garches.

W niedzielę, d. 9 lipca rb. Sokół paryski urządza wycieczkę do Garches. Przy tej sposobności odbędzie się zwiedzenie wystawy obrazów mistrza J. Styki. Na wycieczkę Sokół zaprasza druhów oraz wszystkich Rodaków.

Odjazd z Gare St. Lazare o godz. 9 m. 30 rano.

Wystawa profesora J. Pankiewicza w Paryżu.

Z powodu braku miejsca bliższe sprawozdanie z wystawy, jako też otwarcia jej podamy w numerze środowym. Tutaj zaznaczamy, że otwarcie, jak przewidywaliśmy, zmieniło się w wielką owację dla tego niepospolitego naszego artysty. Wystawa otwarta jest codzień z wyjątkiem niedziel i świąt do 5 lipca w galerji Bernheima (15 rue Richepance i 15 boulevard de la Madeleine) od 10 do 5 popołudniu.

Osobiste.

Artysta malarz p. Marcin Samlicki wyjechał na kilkomiesięczny pobyt do kraju, gdzie w jesieni urządzi zbiorową swą wystawę w salonach krakowskiego Towarzystwa Przyjaciół Sztuk Pięknych.

Nancy dla Polaków.

Nancy, historyczna siedziba króla Leszczyńskiego, jako wyraz życzliwości dla Polski, ufundowało dla studjujących na uniwersytecie dwa stypendja dla Polaków, każde po 1800 franków rocznie. Stypendja ofiarowane przez Radę miasta dzięki uprzejmej działalności prezydenta miasta i jednocześnie dziekana wydziału farmaceutycznego p. Brunza i przeznaczone dla Polaków farmaceutów, są wyrazem zainteresowania się stanem farmacji Polski. Dla farmaceutów, chcących się dokształcać lub uzyskać doktorat, studja w Nancy są zupełnie odpowiednie, bo obok na szeroką skalę urządzonego instytutu farmaceutycznego, istnieje osobny instytut chemiczny i seroterapeutyczny.

Bal artystów u Bulliera.

W piątek, dnia 30 b. m, grupa międzynarodowa artystów paryskich urządza bal kostjumowy, łącznie z tombolą, w słynnej sali Bulliera, 31, avenue de l'Observatoire. Wśród komitetu spotykamy z artystów polskich Halicką, Haydena, Kislinga i innych. Wstęp 15 fr. od osoby. Bal zapowiada się ze wszech miar wspaniale i niewątpliwie ściągnie bardzo liczną publiczność.

XIV-ta Lista Górników przybyłych z Polski

Wszyscy wymienieni poniżej górnicy przybyli bez rodzin i zostali przydzieleni :

Do kopalni w Anzin (Nord)
w dniu 9 czerwca.

Stefan Sroka, Franciszek Mikuła, Józef Stankusz.

POLSKA FABRYKA MEBLI
Artystycznych we wszystkich STYLACH
Małachowski
45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XIIe)
(*métro* **Reuilly**)
Wielki wybór na składzie.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu
A. MAKOWSKI
10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(koło nr. 51, bulw. St-Germain)
Wielki wybór futer.
Modele pierwszorzędnych domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

Do kopalni w Noeux (Pas de-Calais)
w dniu 2 czerwca.

Józef Szmieszniak.

Do kopalni w Trelys (Gard)
w dniu 14 czerwca.

Maciej Miska, Jan Kasperczyk, Jakób Majda, Frauciszek Kawecki, Józef Rożek, Jan Wolny, Ignacy Adamski, Wincenty John, Andrzej Krenzel, Andrzej Michalak, Mieczysław Palinowski, Stanisław Wiśniewski.

Do kopalni w Decize (Nièvre)
w dniu 14 czerwca.

Jan Grulewicz, Antoni Gawron, Piotr Adach, Franciszek Kowalski, Piotr Mucha, Piotr Niklas.

Do kopalni w Bruay (Pas-de-Calais)
w dniu 14 czerwca.

Franciszek Zieliński.

Do kopalni w Ostricourt (Pas-de-Calais)
w dniu 13 czerwca.

Józef Czapski, Ignacy Kowalik, Franciszek Pater, Antoni Sikora, Aleksander Wieczorek, Józef Zając, Józef Bista, Karol Brończyk, Jan Kiszka, Józef Kopeć, Józef Przybylak, Stanisław Przygodziński, Roman Peda, Juljan Sikora, Marcin Zmiejewski, Antoni Kleparski, Antoni Miedziela, Franciszek Roszak, Władysław Amarzyński, Stanisław Śleboda, Józef Dobija, Wawrzyniec Kmieć, Jan Leński, Piotr Łagoda, Józef Mańczak, Władysław Pawłowski, Józef Wojewodzic, Michał Wujcik, Michał Zaremba.

Do kopalni w Aubin (Aveyron)
w dniu 16 czerwca.

Leon Kowalski, Leon Rozmanowski.

Do kopalni w Marles (Pas-de-Calais)
w dniu 15 czerwca.

Stanisław Oramus, Jan Salawa, Franciszek Wieczorek.

Do kopalni w Ronchamp (Haute Saône)
w dniu 15 czerwca.

Paweł Harupa, Ignacy Golasz, Piotr Merta, Jan Okoń, Jan Sikora, Franciszek Toborek, Sta-Stanisław Paleczny, August Strzempa, Franciszek Wicherek, Stanisław Idziaszek, Ignacy Zubrzycki, Jan Kusz, Stefan Pawłowski, Władysław Andrzejewski.

IMPRIMERIE LEVÉ
71, rue de Rennes. — Tél. : Saxe 03-43
Wykonywuje wszelkie druki polskie
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Broszury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.
Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER
LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU
Szybkie parostatki
dla podróżujących I^ej, II^ej i III^ej klasy.
Wyjazd z Havru co sobota.
Pociągi specjalne z Paryża do Havru.
Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

EXPORT-UNION
KONCESJONARJUSZE FABRYK
26, rue Richer w Paryżu — Tel. { Louvre 04-74 / Bergère 38-98
56-58, Allées de Meilhan w Marsylji — Tel. 42-25
PRODUKTY CHEMICZNE
dla przemysłu : lakierniczego, malarskiego, kauczukowego, papeteryjnego, blicharskiego.
Siarka, Boraks, Gumy Lakowe, Skoncentrowany Siarek Sodu, Wyciąg Kompeszowy, Ałun Chromowy. Dwuchromian Sodu.

Tel. Trudaine 54-68.
SAVOYS SOUPERS
OBIADY — KOLACJE
Open all nigt. Ouvert toute la nuit.
:: Otwarte całą noc. ::
Orkiestra cygańska-Tańce-Śpiewy.
OBIADY à prix fix i à la carte
z winem i kawą po 18 franków.
Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

GABINET LEKARSKI
Doktora Massonnet'a
50, RUE DE CHATEAU-LANDON — PARYŻ
(métro Aubervilliers)
Choroby ogólne i choroby krwi
CHOROBY KOBIECE
Codziennie od 1 do 3 i od 8 do 9 wieczorem oraz na Rendez-Vous listownie zamówione

86 Ciągnienie Miljonówki z dnia 17 czerwca

Z koła wyszedł numer

1.054.599

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 21 czerwca 1922.

Funty angielskie.....	51 fr. 18
Dolary ameryk.....	11 fr. 55
Franki belg.....	94, 80
Franki szwajc	2 fr. 19, 50
Marki niem	3, 55
Korony czeskie	22, 20
Leje rumuńskie	7, 45
Korony austr	0, 00
Liry włoskie	56, 40
Marki polskie.....	—
Banknoty	0.28
Czeki na Warszawę.	26 1/2— 28
Tysiąc marek polskich.	2 fr. 80

PARIS. — SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION ANC. IMPR. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.
WŁ. MILKUSZYC et Cie
Le Gérant : P. NEVEU.